

Tribune

Les maires : premiers visages de la démocratie d'engagement ?

Après les élections municipales, le débat public se concentre souvent sur les résultats : qui a gagné, qui a perdu, quelles alternances se dessinent ? C'est le moment du commentaire politique. Mais ce moment dit rarement l'essentiel.

Car derrière chaque scrutin local, il y a d'abord des femmes et des hommes qui acceptent de s'engager, de prendre une responsabilité singulière : celle d'être maire.

Dans les communes rurales et les petites villes -qui composent l'immense majorité de nos territoires - cette responsabilité prend une dimension particulière. Le maire y est souvent le premier visage de la République et du service public. C'est souvent vers lui que l'on se tourne lorsque surgit une difficulté ou qu'un habitant cherche simplement une écoute.

Longtemps, la réussite d'un maire et d'une équipe municipale s'est mesurée à sa capacité à gérer des projets et à mobiliser des investissements : rénover une école, aménager une place, refaire une route. Ces réalisations sont bien sûr indispensables. Elles améliorent concrètement la vie quotidienne et donnent une traduction concrète à l'action publique.

Mais tout indique aujourd'hui que le rôle des maires ne peut plus se limiter à cette seule dimension.

Dans une période marquée à la fois par la raréfaction des moyens publics et par une crise profonde de confiance dans les institutions, une autre attente s'exprime. De plus en plus de citoyens souhaitent être associés aux décisions. Le mandat confié par les électeurs n'est plus perçu comme un blanc-seing accordé pour six ans. **Il appelle un dialogue régulier, une capacité d'écoute, une forme de co-construction de l'action publique.**

C'est ici que prend tout son sens l'idée d'une démocratie d'engagement.

Une démocratie où l'élection demeure le socle de la légitimité mais où la vie démocratique se prolonge dans le dialogue avec les habitants. Une démocratie où l'on prend le temps de débattre, de partager les diagnostics, d'entendre les expériences vécues avant de décider.

Dans de nombreuses collectivités, ces pratiques existent déjà. **Des rencontres ouvertes avec les habitants, des ateliers, des démarches de consultation ou de participation permettent d'associer plus directement les citoyens aux choix collectifs.**

Au Conseil départemental de la Nièvre, par exemple, le choix a été fait d'organiser un dialogue direct et permanent avec les Nivernais autour des grandes orientations du territoire. Ces démarches

demandent du temps et de l'énergie. **Elles ont un coût. Mais elles ont surtout une valeur démocratique qui dépasse largement ce qu'elles mobilisent.**

Car dans ces espaces de discussion, la parole circule. Les désaccords s'expriment. Les idées se confrontent. Et peu à peu se dessine une intelligence collective qui enrichit la décision publique.

La démocratie d'engagement ne consiste pas à effacer les oppositions ni à diluer la responsabilité des élus. **Elle consiste à reconnaître que la décision publique gagne en solidité lorsqu'elle se construit avec ceux qui vivent les territoires.**

Dans les communes rurales et les petites villes, cette démarche pourrait trouver un terrain fertile, en s'appuyant sur la vitalité associative, sur les initiatives locales, sur cette envie très concrète de participer à la vie collective.

Les maires peuvent en devenir les premiers artisans. Par leur proximité, leur connaissance des réalités locales et la confiance qu'ils inspirent, ils sont en position d'ouvrir ces espaces de dialogue et d'encourager l'engagement citoyen.

Dans une époque marquée par la défiance et la fatigue démocratique, cette voie mérite d'être explorée. On oppose trop souvent le local et le national : au premier, les affaires du quotidien, les "petites choses", l'intendance ; au second, les grands choix, les grands débats, les grandes orientations.

Cette lecture est réductrice. **Car la crise démocratique que nous traversons ne se joue pas seulement au sommet de l'État. Elle se joue aussi dans le rapport concret que les citoyens entretiennent avec l'action publique,** dans leur sentiment d'être entendus ou non, respectés ou non, associés ou non. Elle permet de retisser le lien entre les citoyens et l'action publique.

Car la démocratie ne vit pas seulement dans les urnes. Elle vit aussi dans ces moments où une communauté prend le temps de réfléchir ensemble à son avenir.

Et peut-être est-ce là, dans nos communes, que pourra s'inventer pas à pas une démocratie plus exigeante, plus ouverte et plus partagée. À condition, sans doute, que les maires eux-mêmes assument pleinement cette ambition. Qu'ils ne se contentent pas de faire vivre discrètement la démocratie sur le terrain, mais qu'**ils revendiquent aussi ce que leur expérience dit du pays, de ses fractures, de ses attentes, et des chemins possibles pour retisser le commun.** Car il y a, dans l'exercice local du pouvoir, bien plus qu'une gestion de proximité : il y a peut-être l'esquisse d'une autre manière de faire de la politique et la possibilité, pour les communes, de rouvrir un horizon démocratique.

Fabien BAZIN

Président du Conseil départemental de la Nièvre